



La perception des Québécois à l'égard des services de police municipaux

9 Novembre 2011
Projet : 14380-084





MÉTHODOLOGIE

2

La collecte de données :

La présente étude a été réalisée par Internet auprès de **2 385 personnes** de plus de 18 ans, réparties dans 103 municipalités du Québec desservies par un service de police municipal.

Les données ont été recueillies entre le **4 et le 7 novembre 2011**.

Parmi les 2 385 personnes interrogées:

- 834 résident dans des municipalités de plus de 100 000 habitants;
- 549 résident dans des municipalités ayant entre 50 000 et 100 000 habitants;
- 1 002 résident dans des municipalités de moins de 50 000 habitants.

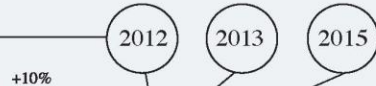
Pondération des données :

Les données finales du sondage ont été pondérées selon l'âge, le sexe, le degré de scolarité, et la région, de façon à garantir un échantillon représentatif de la population québécoise des territoires sondés.

Marge d'erreur :

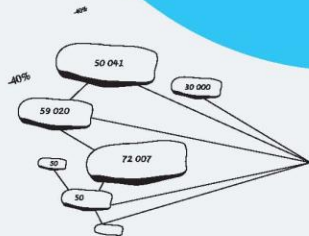
Un échantillon probabiliste de 2 385 répondants aurait une **marge d'erreur de +/- 2% dans 19 cas sur 20**.

2005	25%
2006	35%
2007	36%
2008	48%
2009	55%
2010	80%
2011	85%



+40%

ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS





ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS

4

La satisfaction à l'égard des services de police municipaux

Diriez-vous que vous êtes très satisfait, assez satisfait, assez insatisfait ou très insatisfait du service de police municipal dans votre ville ?

Satisfaction	Total (n=2 385)
TOTAL SATISFAIT	83%
Très satisfait	18%
Assez satisfait	65%
TOTAL INSATISFAIT	14%
Peu satisfait	11%
Pas du tout satisfait	3%
Ne sait pas / Refus	3%



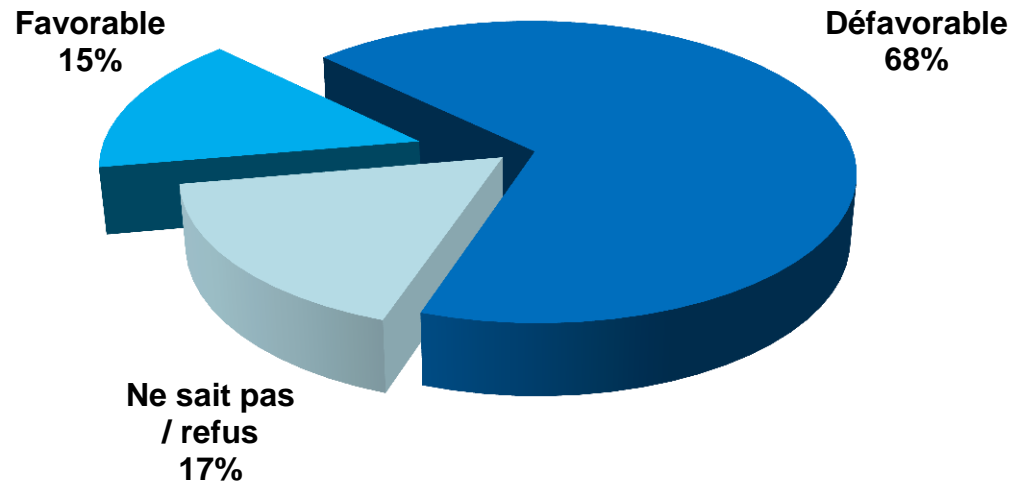
ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS

5

Le taux d'approbation à l'égard du projet de loi qui favorise la fermeture des services de police municipaux au profit de la Sûreté du Québec

Le ministre de la Sécurité publique du Québec, Robert Dutil, a déposé un projet de loi qui favorise la fermeture des services de police municipaux au profit de la Sûreté du Québec. Êtes-vous favorable ou défavorable à ce projet de loi ?

(n=2 385)





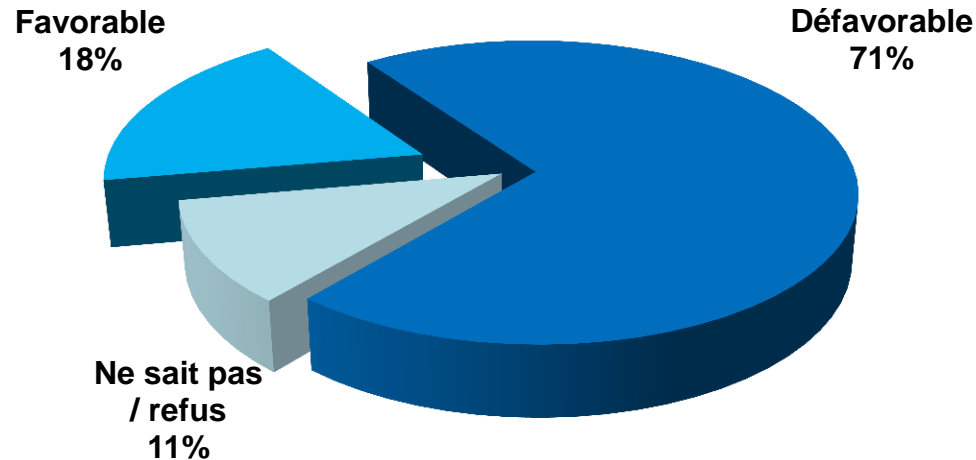
ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS

6

Le taux d'approbation à l'égard du fait que les responsabilités policières du service de police municipal soient confiées à la Sûreté du Québec

Seriez-vous favorable ou défavorable à ce que votre ville se départisse de son service de police municipal et confie les responsabilités policières sur son territoire à la Sûreté du Québec afin de réduire ses coûts ?

(n=2 385)





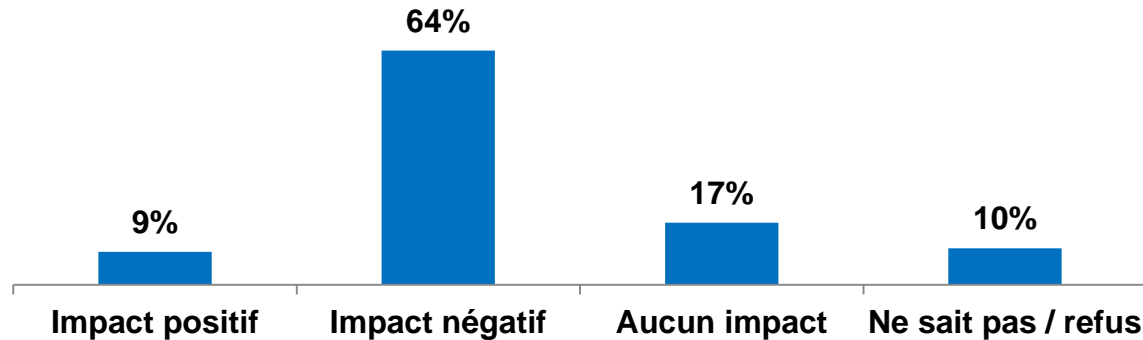
ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS

7

Perception de l'impact sur la qualité des services policiers si les responsabilités policières étaient assurées par la Sûreté du Québec

Si, à l'avenir, les responsabilités policières dans votre ville étaient assurées par la Sûreté du Québec au lieu du service de police municipale, croyez-vous que cela aurait un impact positif, un impact négatif ou aucun impact sur la qualité des services policiers sur le territoire de votre ville?

(n=2 385)





ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS

8

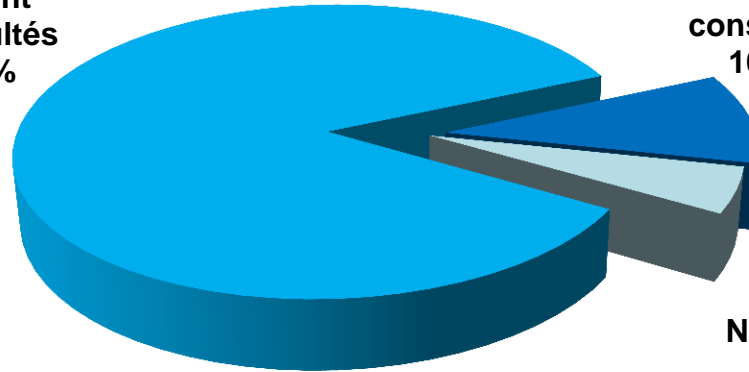
Opinion quant à la nécessité pour un Conseil municipal de consulter ses citoyens afin de prendre la décision ou non de fermer un service de police municipal au profit de la Sûreté du Québec

À votre avis, est-ce que votre Conseil municipal peut prendre la décision de fermer son service de police municipal au profit de la Sûreté du Québec sans consulter les citoyens ou croyez-vous qu'il est nécessaire que les citoyens soient consultés sur une telle décision?

(n=2 385)

**Nécessaire
que les
citoyens
soient
consultés
85%**

**Le conseil
municipal
peut décider
sans
consulter
10%**



**Ne sait pas /
refus
5%**



ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS

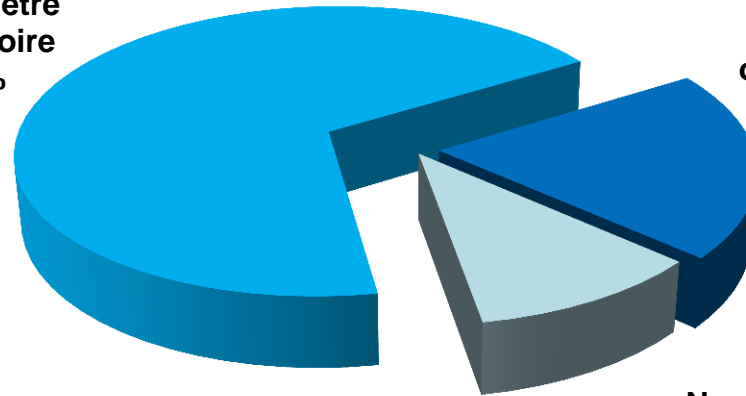
9

Opinion quant à l'obligation d'une municipalité de tenir un référendum avant de décider de fermer ou non son service de police municipal au profit de la Sûreté du Québec

Est-ce qu'une municipalité devrait avoir l'obligation de tenir un référendum avant de décider de fermer ou non son service de police municipal au profit de la Sûreté du Québec?

(n=2 385)

**Oui, un
référendum
devrait être
obligatoire
71%**



**Non, un
référendum
ne devrait
pas être
obligatoire
21%**

**Ne sait pas
/ refus
8%**



ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS

10

Opinion quant au fait que le gouvernement du Québec devrait être tenu de respecter un refus d'une intégration d'un service de police municipal à la Sûreté du Québec par voie de référendum

Et si un référendum a été tenu et qu'une majorité de citoyens de votre ville s'est prononcée contre la fermeture du service de police municipal au profit de la Sûreté du Québec, selon vous, le gouvernement du Québec devrait-il être tenu de respecter la volonté exprimée par la population?

(n=2 385)

